

# LA GRÈVE

**interprofessionnelle pour la retraite à 60 ans max.**

**19, 31, 7, 11, UNE SUITE DE DATES POUR  
CONSTRUIRE LE RAPPORT DE FORCES QUI  
NOUS FERA GAGNER !**

*Le 7 février nous sommes encore près de deux millions de salarié-es, fonctionnaires, étudiant-es, lycéen-nes, retraité-es, chômeur-euses... en grève et dans la rue partout dans le pays à s'opposer au projet de réforme Borne et pour une retraite à 60 ans à taux plein. Soit autant que le 19 janvier !*

*De nombreux secteurs ont débrayé dans les secteurs privé et public avec des blocages de site et des tenues d'assemblées générales que ce soit dans l'Énergie, les Transports ou dans l'Industrie.*

*Le 8, le rail reconduit et le 11 nous serons des millions pour une date qui s'annonce à nouveau historique. La population s'oppose massivement à Macron et à ses politiques antisociales. 3 personnes sur 4 dans ce pays n'en veulent pas et soutiennent nos revendications : il s'agit maintenant de se faire entendre et respecter. Et pour cela nous qui faisons marcher ce pays, notre arme c'est de le bloquer ! Tant que Macron/Borne ne céderont pas, nous arrêterons massivement la machine économique de tourner. Et le meilleur moyen c'est la grève, reconduite collectivement en assemblée générale. Et au bout de quelques jours Macron et sa réforme tomberont. Ensemble nous sommes des millions alors on y va !*

## Soutien aux Rosies et à ATTAC

9 activistes du collectif féministe Les Rosies et de Attac ont été interpellées ce matin et 7 placées en garde à vue pour avoir dansé devant l'Assemblée nationale et écrit à la craie sur la porte de l'Assemblée Nationale. A midi, la présidente de l'Assemblée Nationale annonçait une grave dégradation de bâtiments publics. Deux heures plus tard, tout est effacé. Avec la réforme et deux ans de plus avant la retraite, c'est la dégradation de nos vies qui va s'empirer ! Interview de Youlie après l'action à retrouver [ici](#). Ce soir à 20h tout le monde est sorti du commissariat : classement sans suite et 2 amendes. Même le corbeau qui avait été emmené par les policiers.



**Le gouvernement et les parlementaires ne peuvent pas être sourds à cette mobilisation puissante**

Avec près de 2 millions de manifestants, ce 7 février a confirmé, s'il était encore nécessaire, la très forte détermination à refuser le projet de réforme des retraites présenté par le gouvernement.

Depuis le 19 janvier, des millions de travailleurs et travailleuses, du public comme du privé, jeunes et retraité.e.s, de plus en plus exaspérés de ne pas être entendus par le Gouvernement, se sont mobilisé.e.s, par la grève et/ou ont manifesté sur l'ensemble du territoire.

La population soutient plus que jamais la totalité des organisations syndicales professionnelles et de jeunesse qui s'oppose au recul de l'âge légal de départ à 64 ans et à l'allongement de la durée de cotisations. Plus de 9 travailleurs sur 10 rejettent la réforme, plus des 2/3 de la population soutiennent les mobilisations.

De nombreux experts se font entendre pour dénoncer l'injustice et la brutalité de cette réforme. Ils pointent des éléments justificatifs insuffisants, peu quantifiés voire erronés.

Une démocratie qui fonctionne se doit d'être à l'écoute de la position largement majoritaire de la population qui s'oppose à cette réforme. Face à un gouvernement toujours sourd, alors que l'examen du projet de loi a débuté hier à l'Assemblée nationale, les parlementaires doivent prendre leurs responsabilités en rejetant ce projet de loi.

L'intersyndicale appelle toute la population à manifester encore plus massivement le samedi 11 février sur l'ensemble du territoire pour dire non à cette réforme. D'ici là, elle invite à interpellier les députés et sénateurs et à multiplier les actions, initiatives, réunions ou assemblées générales partout sur le territoire, dans les entreprises et services, dans les lieux d'étude, y compris par la grève.

L'exécutif portera l'entière responsabilité des suites de ce mouvement social inédit par son ampleur et désormais ancré dans le paysage social. Le gouvernement doit retirer son projet sans attendre la fin du processus parlementaire.

L'intersyndicale annoncera le samedi 11 février les suites de cette mobilisation.

Paris le 7 février 2023

**Le dernier communiqué intersyndical à lire sur le  
notre site. Cliquez ici.**

# Des tracteurs à Nantes et à La Roche



# Des rosalias à Angers et Saint-Etienne

